

Qu'est devenu le "comité consultatif bien représentatif"? Qu'est devenue la commission même? Qu'a accompli cette commission? Qu'a réalisé le Gouvernement à la suite des avis de cet organisme? Autant dire rien. La commission a recueilli des chiffres que nous possédions déjà en grande partie, puis, un beau soir, elle a plié bagages et s'est enfuie. A cela s'est bornée son œuvre. Et, ce matin, les journaux nous apprenaient que des députés se plaignent de ce que des jeunes gens leur demandent l'aumône en pleine rue. Ces jeunes mendiants sont plus nombreux que jamais, à ma connaissance. Au crépuscule, jamais autant d'hommes ne sont venus frapper à ma porte ou ailleurs pour demander l'obole. Le nombre des quémandeurs habituels augmente. Cependant, le Gouvernement n'a à peu près rien accompli dans les quatre années où il aurait pu régler ce problème. Il répond aux critiques en invoquant les accords commerciaux qu'il a conclus. J'examinerai ce sujet. Pour l'instant, je tiens à faire une observation d'ordre général, inspirée du rapport Purvis que nous avons reçu il y a quelques mois. Quand le Gouvernement a négocié ses accords, il a oublié le fait très important que 900,000 de nos gens aptes au travail sont employés dans les industries secondaires et 100,000 seulement, dans les industries primaires. Le rapport déposé par le Gouvernement lui-même l'indique. Néanmoins, le Gouvernement paralyse peu à peu les industries fondamentales, détruisant par le fait même les occasions d'emploi rémunérateur offertes par ces industries, avec l'espoir de caser ailleurs une partie des hommes ainsi dépossédés de leur gagne-pain.

Le discours du trône de 1936 dit en outre:

Au cours du mois de décembre, a eu lieu à Ottawa une conférence entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Des comités permanents poursuivent l'étude des questions les plus importantes qui ont été débattues à la Conférence.

Qu'est-ce que ces "comités permanents" ont accompli? Rien. Le Gouvernement n'a qu'à s'en prendre à lui-même si tout le monde le qualifie de gouvernement fainéant. Qu'est-ce qu'il a essayé de faire? Il a créé une commission, qu'on appelle la Commission Rowell, et les déclarations faites à cette commission ont déchiré la confédération de part en part. La Commission Rowell a, aux yeux de tous les Canadiens réfléchis, remis le Canada à l'état de neuf colonies distinctes. Elle n'a certainement rien fait pour favoriser l'unité dans le sens large du mot. De ses délibérations, rien n'est encore sorti qui puisse améliorer la situation. Hier soir, le premier ministre nous a dit, dans une phrase soigneusement rédigée, que, dans deux ou trois mois, nous aurions le rapport de cette commission.

Ensuite, je suppose, viendront les élections générales. J'imagine donc que le rapport contiendra quelques phrases qui, aux dépens peut-être de l'unité nationale, pourront aider le parti libéral à conserver quelques sièges. La situation peut se résumer en deux mots: "confusion et discorde". Le Gouvernement jouit à présent d'un bref répit de cette confusion et discorde par suite de l'absence d'un des principaux auteurs de cet état de choses, qui s'en est allé en Australie pour apprendre comment administrer un pays. Il m'a semblé entendre, hier soir, le chant du cygne du premier ministre. Dans certaines parties de son discours le cygne paraissait expirer, puis tout à coup, il revivait. A la fin du discours du premier ministre, je ne savais trop si le cygne était mort ou vivant. Si le discours d'hier soir était le chant du cygne du premier ministre, peut-être le jeune homme parti pour l'Australie reviendra-t-il montrer au Canada, après avoir étudié la situation là-bas, comment il faut administrer un pays.

L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Woodsworth), qui n'est pas à sa place à présent, disait tout à l'heure que le Gouvernement avait pu régler la question des pensions de vieillesse et toutes sortes d'autres questions, mais qu'il s'était révélé impuissant à régler celle du chômage. Je partage son avis que le Gouvernement n'a rien fait pour les chômeurs. Il a demandé si aucune province avait refusé d'accepter de l'aide du Gouvernement fédéral en ce qui concerne un aspect quelconque du chômage. Le Gouvernement ne pourrait-il pas tout au moins inspirer à la population canadienne certaine mesure de confiance envers notre Parlement, en prenant à sa charge les chômeurs capables de travailler? Ce serait un pas dans la bonne voie. Ce serait mieux que les nombreuses excuses alléguées par le Gouvernement pour pas agir. Qu'il supprime le formalisme administratif et prenne quelques-unes des mesures positives dont il était question aux Maple Leaf Gardens, au cours de la dernière campagne électorale.

On nous a dit alors que le Parlement reprendrait ses pouvoirs en matière fiscale, que le coût de la vie diminuerait et que la population serait en mesure d'affecter une partie de ses revenus aux douceurs de la vie. Qu'est-ce que le Gouvernement a fait à cet égard? Aujourd'hui, l'unique taxe sur les ventes occupe le premier rang parmi les sources de recettes fiscales, tandis qu'à mon avis il devrait occuper le troisième. Pourquoi faut-il prélever 138 millions de dollars sur la masse de la population par voie de taxes sur tous les articles dont elle a besoin, quand il existe